



Commune de Marly

Règlement concernant la perception d'un impôt sur les appareils de jeu et sur les appareils automatiques de distribution

Le Conseil général de Marly

v u :

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);
La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (LCo);
Le message du Conseil communal du 29 octobre 2013 ;

Sur proposition de cette Autorité,

Edicte :

ARTICLE PREMIER

La Commune prélève un impôt sur les appareils de jeu et sur les appareils automatiques de distribution.

Article 2

- Sont soumis à l'impôt :
 - a) tous les appareils de jeu et appareils automatiques de distribution, sis sur le territoire communal et exploités dans un but commercial;
- Sont exemptés de l'impôt :
 - a) les appareils distributeurs de cigarettes, pour autant qu'ils soient exploités par leur propriétaire et que ce dernier soit tenancier d'établissements publics, titulaire de la patente ou de l'autorisation d'exploitation au sens de la Loi sur les établissements publics (LEPu) ;
 - b) les appareils distributeurs de denrées et marchandises de diverses natures, pour autant que ces appareils soient placés sur le domaine privé de leur propriétaire, accessibles à un nombre limité de personnes et ne soient pas exploités pour le compte de tiers.

Article 3

Les propriétaires ou détenteurs d'appareils sont tenus de les annoncer de suite, par écrit, à l'Autorité communale.

Article 4

L'impôt est perçu auprès du détenteur de l'appareil.

Article 5

L'impôt est perçu selon le tarif adopté par le Conseil général, annexé au présent règlement. Il peut être calculé à rate de temps; en ce cas, une fraction de mois compte pour un mois entier. Il doit être acquitté dans le terme fixé par le bordereau.

Article 6

¹ Le contribuable peut, dans les trente jours dès la notification de la taxation ou du bordereau, interjeter une réclamation auprès du Conseil communal.

² La décision sur réclamation du Conseil communal est sujette à recours auprès du Tribunal cantonal dans les trente jours dès la notification.

³ La réclamation et le recours doivent être écrits et brièvement motivés ainsi que contenir les conclusions du contribuable. Le contribuable indique également les moyens de preuve et joint les documents utiles en sa possession.

⁴ Le contentieux des amendes est régi par l'article 86 alinéa 2 LCo.

Article 7

¹ Celui qui contrevient aux dispositions de l'article 3 du présent règlement est passible d'une amende de Fr. 20.- à Fr. 1'000.- (article 86 LCo), sans préjudice de l'impôt dû.

² Le Conseil communal prononce les amendes en la forme de l'ordonnance pénale. Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal dans les dix jours dès la notification de l'ordonnance pénale (article 86 alinéa 2 LCo).

Article 8

Le Règlement du 7 juin 1982 concernant la perception d'un impôt sur les appareils de divertissement et sur les appareils automatiques de distribution est abrogé.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Adopté par le Conseil général, le 20 novembre 2013.

Le Secrétaire

Luc Monteleone

La Présidente

Claudia Clément

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 25 février 2014

La Conseillère d'Etat, Directrice

Marie Garnier

Annexe : Tarif de l'impôt sur les appareils de jeu et appareils automatiques de distribution

**TARIF DE L'IMÔT SUR LES APPAREILS DE JEU ET
SUR LES APPAREILS AUTOMATIQUES DE DISTRIBUTION**

Appareil à photographier	Fr.	50.-
Aspirateur	Fr.	50.-
Billard	Fr.	100.-
Distributeur d'essence	Fr.	50.-
Distributeur de boissons	Fr.	50.-
Distributeur de cigarettes	Fr.	50.-
Distributeur de marchandises de diverses natures	Fr.	50.-
Distributeur de pistaches	Fr.	40.-
Football de table	Fr.	100.-
Lavage pour automobiles	Fr.	50.-
Machine à laver et séchoir (salon lavoir)	Fr.	40.-
Jeux d'enfants	Fr.	.-
Distributeur de préservatifs	Fr.	50.-
Flipper	Fr.	100.-
Juke box	Fr.	100.-
TV Vidéo (jeux)	Fr.	100.-
Machines à sous servant au jeu d'adresse	Fr.	200.-

Tarif approuvé par le Conseil général le 20 novembre 2013.

Le Secrétaire

Luc Monteleone

La Présidente

Claudia Clément

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 25 février 2014

La Conseillère d'Etat, Directrice

Marie Garnier